

Enbata

Sorj Chalandon

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
10 avril 2008
N° 2024
1,22 €

Droits des minorités :
la France épinglée

Témoin de
l'histoire irlandaise

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



PNV : tenir les deux bouts de la chaîne

CE 1^{er} avril 2008 est un concentré de la situation politique basque avec ETA qui bouscule le jeu, le PNV qui maintient son alliance à Madrid avec le PSOE —son ami-ennemi héréditaire— et en retire même quelques avantages substantiels et se permet de laisser au pouvoir le maire indépendantiste d'Arrasate, l'ANV Ino Galparsoro. Certains verront beaucoup de machiavélisme et de cynisme dans cet art consommé du grand écart, alors qu'un militant de base du PSOE, ancien conseiller municipal de son parti, vient de perdre la vie. Mais le propre de tout dirigeant politique sérieux est d'être doté d'adducteurs très résistants, de conserver plusieurs fers au feu et de voir un peu plus loin que le bout de son nez, dans une affaire aussi difficile à résoudre que le dossier basque où tous les acteurs se battent, mais se tiennent peu ou prou par la barbichette.

Le PNV occupe depuis toujours une position centrale dans le jeu politique d'Hegoalde. Il tient à la conserver et l'une de ses craintes majeures lors de la dernière négociation entre ETA et le PSOE fut précisément de la perdre. Les socialistes savent que rien ne pourra se faire sur le moyen terme sans le parti d'Iñigo Urkullu et ont l'intelligence de le ménager après sa défaite électorale. Ils tiennent à maintenir des passerelles avec un parti dont une radicalisation dans le sens souverainiste compliquerait fortement la gestion de ce morceau du «territoire national».

En refusant de voter contre l'ANV, le Parti nationaliste basque conserve le jeu ouvert. Il maintient structuré plutôt à son avantage le champ d'action des acteurs et autorise les évolutions à venir. Sans parler de l'hypothèse du référendum proposé par le Lehendakari où l'accord mêm-

me partiel de la mouvance indépendantiste s'avèrera décisif, comme il le fut hier pour l'approbation du plan Ibarretxe par le parlement autonome basque. En sauvant le soldat ANV au moins provisoirement, le PNV ménage la réussite de cette hypothèse de travail, Vaille que vaille et, il faut le dire, avec un courage certain tant il est facile en ces circonstances de hurler avec les loups dans un souci purement électoraliste, le PNV maintient ce cap. Pendant les années Ardanza il a fait la triste expérience du Pacte d'Ajuria enea, chargé de marginaliser Herri Batasuna. Elle n'a abouti à rien, si n'est à une crispation politique absolue. Un peu plus tard, en août 1997, alors qu'ETA venait de tuer le conseiller municipal PP d'Ermua, Miguel Angel Blanco, le PNV écartait par le vote d'une motion de censure, Xabier Zubizarreta, maire Herri Batasuna d'Arrasate, aux commandes depuis 1987.

De ces affrontements, de ces tentatives et de ces crises, le PNV a tiré le bilan. Il sait que le meilleur moyen de faire perdurer le conflit en fabriquant «l'éternel retour du même» serait de rayer de la carte l'ANV, le seul interlocuteur politique que l'Espagne consent difficilement à supporter. Sa disparition ne résoudra rien sur le fond, nous ne sommes plus comme au temps de l'extermination du dernier carré des chevaliers d'Amairu.

Affaiblir l'adversaire est une chose, le faire passer à la trappe comme le père Ubu, en est une autre, José Luis Rodriguez Zapatero n'est pas dupe de ces jeux politiques sur le fil du rasoir, même si cela lui en coûte sous la pression des militants de son propre parti. Il sait parfaitement qu'un jour une négociation reprendra. Ou même qu'elle se poursuit aujourd'hui, via quelques intermédiaires, dans la plus grande discrétion.

Gaurko egia eta biharkoak...

ZER desberdintasun da militante eta terrorista baten arteko definizioan? Nun da muga, talde batetik bestera pasatzeko? Nork ditu finkatzen definizioen arauak? Euskal Herrian nor ez da harritzen auzo bat, lagun bat, herriko bat atxilotua delarik eta ondotik terrorista bat bezala aurkeztua izatea irratietan eta telebistan? Aski da edozein euskal afera batetan hartua izaita terrorista bilakatzeko. Euskal preso politikoak batzuentzat, terrorista lanjerosak besteentzat. 39/45 gerla denboran erresistentziako lagunak zirenak batzuentzat, besteentzat terrorista madarikatuak. Hego Afrikako Nelson Mandela garai batez «terrorista», ondotik estatuko lehendakari, deus aldatu gabe bere ikusmoldean. Ipar Irlandan, atzoko IRAko militanteak, ingelesentzat terroristak, gaur irlandar parlamentuko kide, ingelesen baimenarekin. Munduan zehar, zenbat holako adibide. Gaurko gertakarietan bederen beste bi adibide. Kolonbiako FARKEko «gerrieroek» atxikitzen dituzte berrogei bat «preso» edo «atxilotu». Horieta Ingrid Betancourt frantses-kolonbiarra. Talde harmatuko preso lagun batzuekin trukatzeko. Uribe Kolonbiako lehendakaria ez da ados, FARKEkoak terroristatzat dauzkatelakotz bai Kolonbiar gobernamentuak, bai internazional erakundeek, Bush eta Estatu Batuek zerrenda beltzean sartzen dituztelakotz, beste talde franko bezala. Denbora berean, Sarkozy frantses presidentea eta frantses gobernamentua prest lirakeke FARKEko «militanteak» frantses lurraldean errezibitzera, Ingrid Betan-

court-en askatzea laguntzeko. Frantses gobernuko proposamenean, «militante» hitza erabilia delarik. Ahantziak «terroristak», ongi etorri militanteeri. Proposamen honek ez badu nehor sobera haserretu, aldiz, FARKEko lagunak itxuraz aldatzen ditu. Ez dira gehiago terroristak, baina bai militanteak, kausa baten militanteak, eta ez bakarrik beldurra eta bortizkeriaren erabiltzaileak. Ez pentsa frantses gobernamentua Hego Amerikako egoerari ideki zaiola eta ikusmolde guziak onartzen dituela. Frantziaren jarrera bakarrik bere interesek manatzen dute. Eta kasu honetan, bere interesa Ingrid Betancourt-en libratzean kokatzen da, eta horretarako bere komunikazioa sentzu horretan moldatzen du. Alderantziz, Txinako joko olinpikoen kasuan, Frantziak Tibetarreri ekartzen zien sostengua murriztu da, hor ere bere interesen arabera. Kouchner sozialista, gaur egun eskuinari lotua, Tibeten lagun lehen lerroetan urte askoz izana, gaur Sarkozy-ren ministro da, eta bere ideiak ukatu behar ditu, giza eskubiden eta interes ekonomikoen arteko oreka zaila dela hitz erdiz onartuz. Beharrik frantses jendartearen gehiengo batek ukatze hori ez du onartzen eta frantses diplomazia txinatar buruzagien eta Tibet-ko Dalai Lama-ren arteko elkarrizketa baten lortzera behartzen du. Barne interesen kudeatzeko. Joko faltsu guzi horiek erakusten dute egun batetik bestera gauzak aldatzen ahal direla. Gaurko egia bihar ezeztatua izaiten daiteke eta gaur ukatua bihar baieztatua.



Démocratie à géométrie variable

... et attristé (pas tant que ça) de la mort de Charlton Heston qui, après sa carrière cinématographique dans des péplums à succès, s'était distingué en prenant la tête de la National Rifle Association (NRA), puissant lobby des armes à feu aux USA. Descends de ton char Ben Hur, c'est le terminus!

... que sept salariés de la teinturerie Staf à Hénin-Beaumont se voit proposer d'être reclassés au Brésil avec un salaire de 315 € par mois ou en Turquie pour 230 €. «C'est ça ou la porte», leur a dit le patron. Et lui, il va où pour blanchir ses profits?

... que loin de se conformer aux recommandations de précaution du Grenelle de l'environnement, la majorité UMP s'apprête à voter une loi autorisant les cultures OGM sur tout le territoire. Décidément, le Grenelle à Borloo prend l'eau.

... que l'AMF (Autorité des marchés financiers) confirme les soupçons de délit d'initié commis par les principaux dirigeants et actionnaires privés d'EADS lors de la vente massive d'actions fin 2005-début 2006, avant l'annonce de nouveaux retards du programme d'avion géant A380, qui avait fait plonger le titre en Bourse. Si Lagardère ne va pas au tribunal, le tribunal ira à Lagardère.

... que Martin Hirsh tremble pour son plan anti-pauvreté et son RSA (revenu de solidarité active) qui ont du plomb dans l'aile suite à l'annonce du plan de rigueur gouvernemental. Martin serait-il déjà revenu de la solidarité active du gouvernement?

... et réjouit de voir Espilondo réserver un siège de délégué à la CABAB à son opposition de droite. Leçon de démocratie à Grenet refusant la même chose à son opposition au motif précisément que la gauche serait représentée à la CABAB par les socialistes angeluar. Quand Jean veut bien, Jean veut pas.

... pas tant que ça, de voir Kotte Eceñarro, ancien maire mais nouveau conseiller général, et Battitte Salaberry, nouveau maire, côte à côte pour défendre les postes d'enseignants menacés dans les écoles d'Hendaye. Défense des culottes courtes ou marquage à la culotte?

CERTES, l'on connaît depuis longtemps les multiples facettes de la realpolitik en tous les domaines des échanges internationaux: commerce, diplomatie, culture, sport... Certes, l'on sait aussi ce que peut bien donner la tendance très «people» qu'a la nouvelle majorité présidentielle à placer aux plus hautes fonctions des sportifs qui n'en ont ni la vocation, ni la formation. Mais du coup, que ne faut-il pas supporter comme âneries dans la bouche d'un secrétaire d'Etat chargé des sports!



Sport et politique

C'est ainsi qu'à l'occasion de la polémique née du parcours de la flamme olympique, nous avons tous pu entendre «notre» sémillant Bernard Laporte asséner un définitif et moralisateur «il ne faut pas mélanger sport et politique»! Tous à l'abri, à vos parapluies, il pleut des vérités premières! C'est beau comme un aphorisme de René Char, comme une parabole biblique, ça sonne comme un accord majeur... Mais est-ce que ça signifie quelque chose, quand on y réfléchit un peu? Depuis quand la culture, le sport, la fête ou les arts seraient-ils «dégagés», au sens inverse du mot «engagé» qui désigne généralement son utilisation politique?

Songeons à ceux qui poussent les hauts cris devant ces mélanges soit-disant contre-nature mais qui se pâment devant le courage artistique du «Guernica» ou du «Dos de mayo»; ils se passent en boucle Giuseppe Verdi pourtant le chantre de l'unification italienne ou Bob Dylan chantant «The times they are a changin'»; ils traitent les Basques de nationalistes quand ils les entendent réclamer une sélection nationale de football mais beuglent «allez les Bleus!» et trouvent normal que Zidane et les siens soient utilisés comme le symbole de la France black-blanc-beur, ce qui me semble être un message éminemment politique... Quant à l'apoli-

Peio Etcheverry-Ainchart

tisme supposé de la religion, Léonid Brejnev poufferait, pensant au rôle qu'a joué le Pape Jean-Paul II dans la géopolitique de l'Europe centrale.

1968-2008

Alors que nous célébrons le 40^e anniversaire de l'assassinat de Martin Luther-King et son engagement pour les droits civiques des noirs américains, il me revient à l'esprit une image que le monde bien pensant a élevée au rang de symbole de contestation, de révolte et de courage. C'est cette photographie de Tommy Smith et de son acolyte, debout sur le podium à Mexico la même année 1968. Les deux brandissent le poing ganté de noir et baissent le regard pendant l'hymne américain, histoire de rappeler au monde la réalité ségrégationniste de la société américaine au nom de laquelle ils ont remporté leur médaille. C'était les jeux olympiques, aujourd'hui personne n'est scandalisé par ce geste. Inversement, que penser du regard sans complaisance que la France porte aujourd'hui sur les athlètes français qui défilèrent devant Hitler, lors des jeux de 1936 à Berlin, le bras tendu dans un symbole pour le moins ambigu (heureusement que le salut olympique ne s'accompagne pas en plus du pas de l'oie!)? N'est-ce pas un regard politique porté sur un défilé sportif?

A partir du moment où un mode d'expression cristallise des différences, voire des oppositions, il est naturel que s'y calquent les autres dimensions que prennent ces différences ou ces oppositions au quotidien. Si l'on avait voulu éviter de politiser le sport, il n'aurait jamais fallu se faire affronter des athlètes ou des équipes représentant des nations. Car dès l'instant où un antagonisme existe entre elles, il est inévitable que celui-ci transparaisse par la compétition. Il suffit de constater la capacité d'un peuple à s'enthousiasmer pour un sportif individuel qui ne représente que lui-même, voire même un sponsor dans le cas du cyclisme, du simple fait qu'il revêt une nationalité... C'est probablement malheureux, mais il serait hypocrite de ne pas vouloir le reconnaître.

S'asseoir sur les droits de l'Homme

Mais le pire dans l'histoire qui nous concerne actuellement, c'est que Bernard Laporte ne déplore même pas le lien entre sport et nationalisme, ce qui pourrait aisément se comprendre et même se justifier. Il stigmatise le lien entre sport et dé-

fense des droits de l'Homme, des libertés fondamentales. Et cela au nom d'un gouvernement qui s'est par ailleurs distingué par sa capacité à accueillir sur son sol le Président libyen Kadhafi, ou à féliciter Vladimir Poutine pour sa si transparente victoire électorale. Deux modèles de démocratie. Cela fait beaucoup tout de même, en quelques mois, pour une majorité présidentielle qui ne se prive pas pour donner par ailleurs des leçons de démocratie en Colombie, en Palestine, ou même en Pays Basque...

Personnellement, je ne sais pas ce qu'il convient de faire dans le cas des jeux de Pékin. Y être, est-ce cautionner un régime ou boycotter revient-il à le laisser encore davantage dans son autocratie et son isolement? A chacun son idée. Mais en tout cas, il me semble évident que rester coi à l'occasion des cérémonies protocolaires liées à ces jeux quand on se flatte d'être le berceau de la démocratie, et surtout en débauchant des âneries du style «sport et politique ne sont pas liés», n'est pas au crédit de nos amis gaulois. La realpolitik a ses limites, celles au moins de la décence.

Solidarité avec les six de Kako

Une campagne de collecte de fonds est lancée après la condamnation de six syndicalistes d'ELB à de fortes amendes

LE 13 mars dernier, le Tribunal de Bayonne a rendu son jugement concernant l'affaire Kako où cinq paysans et une salariée agricole étaient poursuivis pour des faits de violence, lors d'un rassemblement devant la SAFER à Saint-Palais. Les condamnations vont de 500 euros d'amende à 4.350 euros de dommages et intérêts. Au total, les prévenus qui ont décidé de mutualiser le montant des amendes et des indemnités doivent verser près de 8.000 euros.

Les condamnés ont dénoncé le caractère disproportionné des peines prononcées et la tentative de criminalisation du mouvement de soutien à Frédéric Larrañaga. «Notre objectif premier reste l'installation de Fred et Jasmine à Kako, notre détermination est intacte», ont-ils rappelé.

Un appel aux dons est lancé afin de couvrir ces frais.

Sorj Chalandon : c'est parler avec celui

Il signera son livre «Mon traître» à Mattin Megadenda ce samedi après-midi. «II», c'est Sorj Chalandon, journaliste et écrivain, grand reporter puis rédacteur en chef adjoint au quotidien Libération de 1974 à 2007, prix Albert-Londres 1988 pour ses reportages sur l'Irlande du Nord et sur le procès de Klaus Barbie. Ce roman autobiographique est un passionnant voyage au cœur de trente années de lutte armée en Irlande du Nord, au contact de ces gens de Belfast, intellectuels ou petites gens, qui refusent la fatalité du colonialisme et se battent, armes à la main, contre l'oppression et sa cohorte d'injustices. «Journaliste le jour, républicain la nuit», Sorj Chalandon est devenu l'ami, le frère, de ceux qui se battent, avec une affection, ou plutôt une fascination particulière pour celui qui s'avèrera le traître, Denis Donaldson. Dans «Mon traître», Sorj décrit, imagine, restitue, s'interroge sur l'engagement de Donaldson transformé en trahison, et sur son propre engagement aux côtés de l'IRA. En cela, son ouvrage est un témoignage indispensable. A l'occasion de sa venue à Bayonne, Sorj Chalandon a bien voulu revenir pour Enbata sur sa relation au mouvement républicain irlandais, cette «beauté terrible» dans laquelle il était entré «sans retour». Bon connaisseur du Pays Basque, bien qu'il s'en défende, il nous livre également ses clés pour une sortie négociée du conflit en Hegoalde.

ENBATA: Vous avez couvert pour Libération la période la plus dure du conflit en Ulster. Pourquoi avoir choisi le roman pour exprimer votre ressenti?

Sorj Chalandon: L'actualité, l'information, sont pour moi des notions sacrées qu'il n'est pas possible de transformer en objet littéraire. Pendant 30 ans, j'ai donc fait mon métier de journaliste, rendant compte au plus près de la situation et de la question

voir son traître avant qu'il ne soit tué. Le roman est aussi un moyen de poser des questions au-delà de la mort.

Enb.: Qui était Denis Donaldson?

Sorj Chalandon: Un ancien soldat de l'IRA dans les années 70. Après la prison, Denis est devenu un membre important de Sinn Féin, la branche politique de l'IRA. Il travaillait comme administrateur de Sinn Féin au sein de l'Assemblée d'Irlande du Nord. A ce titre, il était au cœur du processus de paix.

Enb.: Qui était le Denis Donaldson que vous avez côtoyé?

Sorj Chalandon: Un militant irréprochable. Un homme très articulé, très drôle, très efficace. Très persuasif aussi. Il avait le don de balayer tout doute concernant la justesse du combat républicain. Et c'était un ami. Un homme de confiance et de confidences. Cet homme travaillait à la fois pour la police d'Irlande du Nord, l'armée britannique et les renseignements du MI5.

Des combattants de l'IRA sont tombés les armes à la main. Des civils sont morts sous les bombes. De jeunes Anglais, la vingtaine tout juste, se sont retrouvés face à la mort dans les rues hostiles de Belfast. Des grévistes de la faim se sont sacrifiés. Et je pense que Denis Donaldson fait partie de cette humanité que la guerre a saccagée. Le leader révolutionnaire irlandais Michael Collins disait: «Je n'en veux pas aux Anglais pour nous avoir combattus. Pour nous avoir emprisonnés, torturés ou tués. Je leur en veux pour avoir fait de moi un tueur». Et j'en veux aux Anglais d'avoir fait de Denis Donaldson un traître. Je le vois encore sur la photo au camp de prisonniers de Long Kesh, la main sur l'épaule de Bobby Sands. Si ce dernier fut enterré avec les honneurs militaires dans le cimetière de Milltown, où reposent tous les héros de la République, Donaldson fut enterré dans le cimetière des oubliés, de l'autre côté de la rue.

Enb.: Votre livre est une atmosphère, l'engagement et la souffrance d'individus d'une communauté co-

lonisée, assiégée, mais résistante. Vous n'avez pas voulu traiter en profondeur la rude bataille politique qui se déroulait entre les protagonistes derrière ou dans les coulisses de cet impitoyable affrontement. Pourquoi?

Sorj Chalandon: Une fois encore, mon propos n'était pas de livrer un essai politique sur la résolution d'un conflit. Plus simplement, plus humainement, c'est l'histoire d'un homme, Antoine, qui découvre la réalité d'un conflit qu'il ignorait. C'est l'histoire d'un type formidable, Tyrone, qui va le conduire à travers ce combat douloureux. C'est l'histoire d'un traître et d'un trahi.

J'ai découvert l'Irlande au début des années 1970, par la musique et la littérature. Je découvrais ses poètes, ses écrivains. J'aimais sa bière et ses pubs. Ses étendues d'herbe verte. Je découvrais un pays paisible. Puis, aux alentours de 1975, j'ai découvert le Nord et son conflit complexe que la presse réduisait le plus souvent à une simple guerre de religions entre catholiques et protestants. J'ai tout de suite été bouleversé par l'identité à la fois fragile et fière de la minorité catholique. Par ses danses, ses chants, sa langue. Un patrimoine au mieux supporté, au pire interdit. Et pire encore, combattu avec haine par des protestants loyaux à la couronne britannique, s'attaquant rageusement à tout ce qui se rapportait à ces «red niggers», les «nègres roux». Et moi je débarquais dans cette brutalité. Je rentre à Libération en 1973. J'ai couvert pas mal de conflits mais c'est en Irlande que je vois un fusil pour la première fois. Belfast est à une heure et demie d'avion de Paris. Et l'on se retrouvait tout d'un coup face à des militaires, des blindés, des hélicoptères. Les Anglais parlaient de «troubles» alors qu'il s'agissait clairement d'un état de guerre. En tant que journaliste, je me devais d'entendre



Sorj Chalandon



Denis Donaldson et Bobby Sands prisonniers à Long Kesh

"Résister grâce au droit du travail"

Nicolas Sarkozy développe une propagande individualiste contre toutes les solidarités et les protections collectives. Il avive tous les antagonismes, contre les immigrés, les chômeurs, les "assistés".



"Quand il veut "liquider mai 68" tout est dit : il faut être un bien petit homme pour liquider une si grande page de notre histoire. Ce qui est en jeu, c'est la lutte séculaire entre classes sociales, en l'occasion, entre actionariat et salariat : est-ce que la liberté, l'égalité, la fraternité vont triompher contre ce tenant des nantis, du profit, de la grande finance ?"

"Retraite, Sécu, 35 heures,
Droit du Travail, etc.
Comment et pourquoi
on nous ment!"

C'est le titre de la session de formation qu'animerà Gérard Filoche, inspecteur du travail et ancien meneur du mouvement de Mai 68, le samedi 3 mai à partir de 10h00 au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz. Voici les réponses apportées par Gérard Filoche aux questions d'Alda! sur quelques thèmes qui seront approfondis lors de cette formation.

Quels sont les thèmes sociaux sur lesquels le gouvernement agira "sans com-

plexé" d'ici les prochaines échéances électorales?

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il allait opérer une "rupture" avec ce que la France était depuis 60 ans, c'est à dire depuis la mise en oeuvre du programme du conseil national de la résistance (CNR). Il n'y a donc aucun domaine réservé, il s'attaque à tout : aux salaires, au droit du travail, au droit syndical, à la sécurité sociale, aux retraites, à l'école, à l'hôpital, aux services publics. Il veut un état pénal à l'américaine et non pas un état social. Il veut libérer le droit des affaires, les profits maxima, abaisser les impôts des riches, il agit pour les 2% de la population les plus privilégiés, les autres qui ont voté pour lui ont été abusés !

Pour chacun de ces thèmes qu'est-ce qui est réellement en jeu ?

Redistribuer les richesses à l'envers : prendre aux pauvres, abonder les riches de Neuilly, du CAC 40 et du MEDEF. Donc il casse le droit du travail, seul instrument qu'ont encore les salariés du privé pour résister. Il développe une propagande individualiste contre toutes les solidarités, contre les protections collectives et avive tous les antagonismes, à commencer contre les immigrés, les chômeurs, les "assistés". C'est le contraire de toutes nos traditions républicaines, de ce qui reste de contrat social, une forme d'intégrisme néo-libéral en droite ligne des conservateurs à la Bush et Mc Caine. D'où le fait qu'il menace aussi la laïcité, et mène la



Gérard Filoche

guerre impérialiste en Afghanistan : ce président est un corps menaçant par rapport à la République sociale, démocratique, laïque que nous voulons, il veut en détruire racines et traditions, même s'il fait semblant d'aller au plateau des Glières ou de parler de Guy Mocquet. Quand il veut "liquider mai 68" tout est dit : il faut être un bien petit homme pour liquider une si grande page de notre histoire. Ce qui est en jeu, c'est la lutte séculaire entre classes sociales, en l'occasion, entre actionariat et salariat : est-ce que la liberté, l'égalité, la fraternité vont triompher contre ce tenant des nantis, du profit, de la grande finance ?

Comment les citoyens peuvent-ils se préparer à résister contre ces mesures: maîtriser les sujets et enjeux, monter des contre-argumentaires ?

Pour ce qui est des argumentaires, il faut faire confiance au salariat français qui est un des plus éduqué du monde contre le libéralisme : il a su résister à 66% contre le bourrage de crâne sur les retraites, voter à 50% en 2004 contre la droite, voter à 55% contre le TCE le 29 mai 2005

(en dépit du bourrage de crâne de 90% des médias), il a encore voté à 51% à gauche les 9 et 16 mars aux municipales, un vrai raz-de-marée à gauche ! La seule anomalie est l'élection de ce Bling-bling le 6 mai 2007 : c'est dû à une candidate, son adversaire, particulièrement décevante par le contenu de son discours insuffisamment social. Mais la volonté populaire va forcément se frayer son chemin, retrouver les moyens de le bloquer, d'empêcher ses mauvais plans, sans doute, d'abord par une grande explosion sociale de grèves. Et la gauche arrivera bien à trouver des directions à la hauteur de ses espérances.

D'une façon plus générale, quels sont les éléments clés (informations, paramètres économiques incontestables, etc.) qui permettent de mieux cerner les politiques anti-sociales cachées derrière la commu-

nication très sociale et médiatisée de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement?

Là, c'est trop long à vous répondre : par des livres détaillés, et dans la revue mensuelle "Démodatisme & socialisme" (16^e année, 24 p., 3€, abo = 10 n° = 30€) j'en fais l'analyse avec mes amis de la gauche socialiste (Jean-Jacques Chavigné, Pierre Ruscassie...).

Il faut vous reporter, vous et vos lecteurs, aux ouvrages que nous publions : "La santé, la vie, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ?", "Carnets d'un inspecteur du travail", "Retraites : réponse au MEDEF", "Les caisses noires du patronat", "Sos Sécu", "Mai 68 histoire sans fin".

Aussi à www.democratie-socialisme.org notre site qui traite de tout cela au jour le jour.



**Loi de modernisation du contrat de travail = loi de régression sociale
Flexi-sécurité = Foutaise.**

(Extraits d'un texte de Gérard Filoche que l'on peut trouver en version complète sur le site : www.democratie-socialisme.org)

Accord prétendument majoritaire de 4 syndicats sur 5 le 11 janvier 2007 = mensonge

Nous voilà, dans tous les médias, dans le langage officiel, en présence d'un mot fabriqué, quasi grotesque car aussi paradoxal qu'incompréhensible : "flexisécurité".

Allez dire aux millions de salariés qu'ils vont être "flexisécurisés" par une "loi de modernisation du contrat de travail", vous éveillerez la certitude légitime qu'on va les rouler dans la farine. Alors autant utiliser des mots simples, que les communicants ne pourront renier : "flexicurité = foutaise" !

Tout ce qui est dit sur la loi que François Fillon et Xavier Bertrand font voter au Parlement repose sur des manipulations, de la désinformation volontaire, pour masquer une offensive scélérate anti droit du travail !

Il ne s'agit pas d'une loi de modernisation mais de régression sociale ;

Première foutaise : qu'on ne nous dise pas qu'elle a été approuvée par 4 syndicats sur 5. Car là commence la foutaise : il existe 8 syndicats d'importance et non pas 5. Et les 4 syndicats signataires sont-ils majoritaires ? Contrairement à ce que dit toute la vulgate médiatique, ce n'est pas certain.

En France, à cause d'une loi Fillon du 4 mai 2004, on prétend qu'un accord est "majoritaire" quand il obtient la signature d'une majorité de syndicats même si ces syndicats représentent une minorité de salariés par rapport à ceux qui ne signent pas l'accord. En fait c'est un vote "par ordre" et non pas "par tête" comme avant la Révolution française. C'est comme au temps où le clergé et la noblesse l'emportaient par deux voix contre une, contre le tiers-

état. (...) Dans la métallurgie, par exemple, FO, CFTC et CGC signent les accords avec l'UIMM, tandis que CGT et CFDT les refusent : ces accords sont réputés "majoritaires" alors que FO, CGC, CFTC représentent moins de 20 % des voix aux élections professionnelles de la branche et CFDT et CGT qui représentent 80 % sont minoritaires. (...)

L'autre "foutaise" autour de cet accord et de cette loi de "modernisation du contrat de travail", c'est de nous vendre une pseudo idéologie très curieusement nommée "flexisécurité" : certains manieurs d'idées creuses croient avoir trouvé au Danemark un "modèle" pour cela.

C'est totalement faux, le Danemark n'a rien, mais absolument rien à voir avec les récits qui en sont faits, et aucune transposition avec la France, contrairement aux clichés qu'on entend ici et là, n'est possible. (...)

(Suivent les éléments clés appuyant cette non transposabilité : différence au niveau de la population active, une économie danoise qui est de PME, des modalités de comptabilisation du nombre de chômeurs différents, etc.). (...)

C'est ce qui explique que si les entreprises ont la liberté de licencier (quasiment sans préavis et sans indemnités), les salariés qui ont perdu leur emploi peuvent bénéficier pendant quatre ans d'une allocation (plafonnée à 22 900 euros) égale à 90 % de leur salaire. Pour cela, ils doivent répondre à des obligations de recherche d'emploi, sinon l'allocation est réduite ou supprimée. Si Nicolas Sarkozy entend transposer cette dernière clause en envisageant "deux refus d'emploi maximum" à capacité professionnelle égale, la différence réside toutefois dans les 21 000 agents chargés de former et accompagner les chômeurs au Danemark, soit un pour neuf chômeurs. Pour atteindre le même rapport en France, il faudrait 250 000 agents alors que l'ANPE n'en a que 28 000. Ce système coûte 4,49 % de son PIB au Danemark qui dépense 2,7 fois plus que la France pour chaque chômeur. À effort comparable, cela représenterait 7,84 % du PIB français, soit trois fois plus qu'aujourd'hui. (...)

Txirrindulariok

Ztarras Ringarria

Militantea, ekintzaren bidez bere ideiak, irabazle bilakarazi nahi dituen pertsona da, helburu edo pertsona baten defentsan dabilena. Hots aintzetzan militantea gudan edo borrokan ari dena da!

Ezaugarri bat ezartzen ahal bada abertzale mugimenduari... militantziarena da hain xuxen ere!

Militanteak, abertzaleak direlarik, Parise-tik edo Madriletik etorritako lema, egiteko molde, etabarrak tokian itsuki aplikatzeko beharrik ez dute senditzen. Alderantziz, hemen bertan beren ideiak, nahiak eta tokiko beharrei egokitzen diren formulak asmatzen eta gauzatzen hasten dira. Hortarako beharrezkoak diren mundu mailako gogoeta lagungarriak erabiltzen dituztelarik ere!

Esaldi eder horiek erran ondoren, aitortu behar da hala ere militantea batzutan txirrindulari gainean den pertsona batekin konparatzen ahal dela: *"Beti pedalatzen arizan behar ez gelditzeko... edo ez erortzeko!"*

Irudi horrek atsotitzen mundutik hurbiltzen gaituenez... goazen ba gutan den *"militante/txirrindulariari"* zorbait *"egia be(r)itabliak"* sendi araztera... atsotitzak lagun!

Edozoin *"zoin gehiagoka"* girotan ez dezagun ahantz nor berak bere buruari bizpahirutan erraitea: *"A zer pareta, karakola eta barea!"* *"Astoak mandoari belarri luze"*-rekin jarraituz! Horrek lagunduko gaitu giroa baretzen... eta ez beti bezala *"Bista ona eta elkar ezin ikusiz"* arizaiten!?

Ber denboran, auzoari oharka arizaiteko unean ea zer ondorio ukaiten ahal duen *"Ez gehiagi hitz egin nahi ez bada huts egin"* atsotitzari pentsatzeak?

Bestalde, frantses estatutik (adibide bat hartzeko!) porroskak lortzen direlarik... batzuk erranen dute *"Nahiago dut to bat hamabi emango diat baino"*... Baina ez dezagula sekulan ahantz *"Begi bat aski duela saldunak eta ehun ez dituela sobera erostunak"*.

Noski, edozoin militanteak badaki *"Eroriz ikasten dela oinez"*... baina zaila dena *"Lehen hala, orain honela, gero ez jakin nola"* formularentzat ez dugula momentokotz beste bukaerarik!

Bukatzeko, lasai egoiten ahal da militante abertzalea, zeren: *"Besteren ama ona"* bada... *"norbera askoz hobea"* dela gero eta gehiago euskal herritar ohartuko baitira!

MATTIN IRIGOIEN

Idazlea



Biduz biduz

"Noizaz geroztik hasirik genuen elgar utzi?"

Aldak galdegin dio "Loreak mendian, ondarkinak lurpean eta bideak gainean" antzerkia idatzi duen Mattin Irigoien-i antzerkiko zorbait^o pasarte hautatzea 6 emanaldietan antzerki eta bertsuen bidez jorratuak izan diren munduaren eta ekologiarene oreka arazoei buruzko gogoeten luzatzeko... eta irakurleak datozen antzerki emanaldietan parte hartzera animatzeko!

"Ez zira ibai, ez zira erreka

Ur handia deitua zinen

Duela hamar urte, katorz juillet-en zinen agortzen

Berantago independance day-erako egina zinen

Biduz biduz

Datatik datara ez duzu berantzen

Gaur udaberria plantatua denerako baitzira

idortzen

Ekaineko gau ortzantzot batek

Tupustez zaitu ernaltzen

Baina goizargirako

Gizenak ez zaitu gehiago tratatzen

Independance day, katorz juillet

Izen batzu direnak dantzatzen

Eta urruntzen joan zaizkizun mugak dituzte erakusten

Gaur udaberria plantatua denerako baitzira idortzen

Biduz biduz

Goregitik ikusten zaitut gain huntako zubitik

Zipa mantarrek estokaturik

Heriotzaren hainbat zain eta erhi luze bailitzan

Hiriko ur zikinaren ixuriak zaitu gaur hats berritzen

Barradera hauts kolore

Margo txapelketan dizute edertuko

Ur jauzi firfirez bezituko

Baina zirkulazio frenetikoaren gas karbonikoaren hotsak

Ez du zure ixiltasuna tapatzen luzatuz doan mortu huntan

Arto elgetako nitrateg,

Arto bihi baino mantar gehiago dute hazten

Belar pozoinen erreka eulixkak hezur larrutzen

Eta putzutik libratu hari meharrak ez dizu gozamen intziririk eskapa arazten

Biduz biduz

Aspaldi du amuarrainak hiriko basuretan uzkerka zebiltzela

Hormonek ere ez dituzte salbatu,

Joan ziren

Zimentatu eta gudroinatu eremuek gidatu erauntsi basuretan barna

Biduz biduz

Ekaineko gau ortzantzot batek

Tupustez zaitu ernaltzen

Baina goizargirako

Gizenak ez zaitu gehiago tratatzen

Maitale abandonatuak nola, berdin gaituzu abandonatzen

Noizaz geroztik hasirik genuen elgar utzi ?

Noizaz geroztik..."



^oBeste pasarte batzu argitaratuak izanen dira ondoko ale batzuetan.



Kitzikazan/k amikuzeko antzerki talde gaztea

Le mécénat d'entreprise

Les pouvoirs publics semblent depuis quelques années vouloir privilégier le financement privé des associations. Voici ce qu'il faut absolument savoir pour le fonctionnement associatif et aussi pour convaincre les mécènes.

Quels avantages fiscaux pour l'entreprise mécène ?

Toute entreprise a droit à une réduction d'impôt sur les bénéfices égale à 60% du montant des dons effectués à une association habilitée à délivrer des reçus de dons. Cette réduction est toutefois limitée à 5/1000 de son chiffre d'affaires. Si la réduction est supérieure à ce plafond, l'entreprise mécène peut reporter l'excédent sur les années suivantes dans la limite de cinq ans.

Quelles associations ?

Pour recevoir des dons, conformément à l'article 238 bis du Code Général des Impôts, les associations doivent être d'intérêt général, exercer leur activité en France et avoir un des caractères prévus par la loi : philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la

défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises.



"Mezenasgoa: laguntza bat (diru, ondasun edo zerbitzu moduan egina) deusen ordainez egina dena da."

S'y ajoutent dans les mêmes conditions les associations et fondations reconnues d'utilité publique, les établissements d'enseignement supérieur ou artistique, les organismes de recherches scientifique et technique, les organismes qui ont pour activité principale la présentation au public d'oeuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques et de cirque.

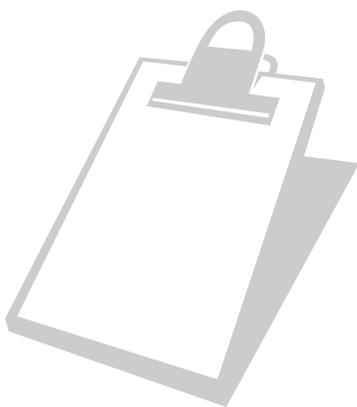
La condition d'intérêt général est présumée remplie lorsque l'organisme ne fonctionne pas au profit d'un cercle restreint de personnes, ne fait pas l'objet d'une gestion intéressée et n'exerce pas d'activités lucratives. Attention, cette condition d'intérêt général n'est pas simple à respecter et la loi a mis en place une procédure de consultation des services fiscaux.

Quelles conditions pour l'entreprise ?

Le mécénat est une aide (sous forme d'argent, de biens ou de services) sans contrepartie. Le mécène entend par son action apporter son soutien à une association et valoriser ainsi son image. La contrepartie doit être non quantifiable et disproportionnée par rapport à la dépense du mécène. En effet, elle ne doit pas pouvoir être considérée par les services fiscaux comme une prestation de services.



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

MAI 68 - MAI 2008 : LA LUTTE CONTINUE

Un week-end organisé par la Fondation Manu Robles-Arangiz

Jeu 1^{er} Mai après la manif : au Bar Sankara (22, quai Chaho dans le Petit Bayonne), exposition affiches de Mai 68, animations musicales, apéro-tapas puis repas à 13h30 (12€, vin et café compris). Réservations au 06 14 99 58 79 ou à ipar@mrafundazioa.org

Vendredi 2 mai à partir de 18h30 : Cinéma l'Atalante, soirée "Nous sommes tous des enfants de mai 68", films, apéro-zik, débats, expos...



Samedi 3 Mai à 10h00 :

"Retraite, Sécu, 35 heures, Droit du Travail, etc. Comment et pourquoi on nous ment!" Session de formation pour faire le point sur l'offensive Sarkozy contre l'ensemble des salariés au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne) avec **Gérard Filoche**, inspecteur du travail, ancien meneur du mouvement de Mai 68, et auteur de "Mai 68 Histoire sans fin...". **Inscription conseillée** (ipar@mrafundazioa.org ou 06 14 99 58 79).



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



parler de la paix, qui vous fait la guerre

les deux parties. Mais sitôt la nuit tombée, le papier écrit et envoyé, je redevais républicain de cœur. On m'a d'ailleurs souvent reproché de prendre parti, alors que les positions clairement probritanniques de la grande majorité des médias ne motivaient aucune forme de contestation. Et à ma



volonté de «comprendre», on m'opposait un sempiternel «pourquoi». A un journalisme probe dominant, on opposait mon approche partisane et criminelle.

Enb.: Quelles sont pour vous les clés qui ont ouvert la porte à une sortie négociée du conflit?

Sorj Chalandon: Les républicains disent: «Dieux nous a fait catholiques, le fusil nous a fait égaux». Le fusil a été utilisé au plus loin qu'il pouvait l'être. Au milieu des années 90, un officier supérieur de l'armée britannique disait ouvertement qu'une telle guerre n'aurait ni vainqueur ni vaincu. Qu'il faudrait fatalement en passer par la négociation. L'IRA était évidemment parvenue à la même analyse. Mais négociateur, c'est s'asseoir avec le salaud qui est en face. Parler de la paix, c'est parler avec celui qui vous fait la guerre. Cela vaut pour les deux camps. Sinn Féin a estimé que le moment était venu. L'IRA a accepté cette analyse. L'armée clandestine n'était pas vaincue. Elle n'a pas rendu les armes. Elle les a déposées. Ce n'était pas une reddition militaire mais un acte politique majeur. Pour cela, il fallait la volonté républicaine mais aussi la volonté britannique et unioniste (protestante). Cela ne s'est pas fait sans mal. Cela a pris plus de dix ans. Mais tout cela fait son chemin. Aujourd'hui la méfiance protestante reste intacte vis-à-vis des républicains. L'Irlande du Nord continue de faire partie du Royaume-Uni. Les murs existent toujours, dans les têtes et sur le terrain, mais le plus dur est fait. Ces gens se

sont assis autour d'une table. Il y a quinze ans, les camarades de Martin McGuinness, ancien chef d'Etat-Major de l'IRA, attaquaient le 10 Downing Street (la résidence du Premier ministre britannique) à la roquette. Aujourd'hui, lui et Gerry Adams —Président de Sinn Féin— y sont invités à discuter. Pour parvenir à cela, l'IRA a fait un pas. Pour cela, Londres a libéré tous les prisonniers. Deux actes majeurs et non négociables. Bien sûr, ce n'est pas encore la république irlandaise, la fin de la partition et de la domination britannique. Mais si la guerre est une façon de faire de la politique par d'autres moyens, l'exemple irlandais montre que la politique est aussi une façon de faire la guerre par d'autres moyens.

Enb.: Quel est votre perception de la relation Sinn Féin/IRA?

Sorj Chalandon: Deux bras d'un même corps. «Le bulletin de vote dans une main, le fusil dans l'autre main», disait le slogan de Sinn Féin. Sinn Féin n'a pas imposé de trêve à l'IRA. On n'impose rien à l'IRA. IRA et Sinn Féin sont arrivés à une conclusion commune, ont accepté l'un et l'autre de s'engager sur le sentier étroit et chaotique de la paix. C'est-à-dire de la négociation et donc de la concession. Il faut bien du courage à un officier clandestin pour redevenir plombier au chômage, regardant chaque matin le drapeau ennemi flottant sur l'hôtel de ville de Belfast. Il faut aussi bien de la clairvoyance pour estimer que ce passage est nécessaire. Et qu'il mènera à la dignité. Puis à la liberté. Sans que le sang ne soit versé à nouveau.

Enb.: Vous êtes un bon connaisseur du conflit en Pays Basque. Quelles sont les raisons qui empêchent une sortie négociée du conflit «à l'irlandaise» ici en Pays Basque?

Sorj Chalandon: Je ne suis qu'un observateur mineur de la question basque. Je ne m'autorise aucun parallèle entre deux situations, même si elles semblent avoir des ressorts en commun. Ce que je crois, en revanche, c'est qu'à un point ultime d'un conflit, la résolution passe par la négociation. L'Histoire nous l'a appris. C'est mécanique. La répression n'est pas la solution. La lutte armée n'est pas le but. Ce sont deux moyens conflictuels. Question/Réponse. Deux logiques qui se nourrissent à l'infini. Pour faire la paix, il faut être deux. Sans Tony Blair, Gerry Adams n'aurait rien pu. Sans Adams, Blair n'aurait aucune chance. Dans chaque camp, la logique de guerre permet utilement de

gommer les contradictions internes. Elle est à la fois ciment et moteur. La logique de paix est plus complexe. Elle met à jour les frictions, les divisions, les incohérences. En Irlande, les trois camps (républicain, unionistes, britanniques) ont accepté de se confronter et de confronter leurs propres communautés à ces difficultés majeures. Car s'il faut du courage pour faire la guerre, il en fait tout autant pour faire la paix.

Aujourd'hui, en Irlande du Nord, d'anciens prisonniers républicains sont ministres, conseillers municipaux. L'un d'eux s'occupe même des relations entre nationalistes et forces de police d'Irlande du Nord. Ce furent des «terroristes», ou bien ils en furent proches. Je souris en retrouvant leurs visages souriants sur les bulletins gouvernementaux et les agendas offi-

ciels. Mais j'ai aussi d'autres photos en mémoire, et qui me hantent souvent. Ce sont les visages des prisonniers nationalistes basques, reproduits à l'infini, cette litanie de noms de femmes et d'hommes. Une fois encore, je ne fais pas de parallèle. Seulement, photos des uns et photos des autres, j'ai parfois le vertige. Je frissonne à l'idée du temps perdu, des vies perdues. A l'idée de gâchis.

Si je refuse de faire le parallèle entre deux conflits, je m'autorise néanmoins une remarque. Il ne sert à rien de hurler à la paix comme on crie au loup. Nulle part dans le monde, il ne pourra y avoir de paix sans justice. Tant qu'un homme se déclarera humilié, il aura les poings fermés. Négocier, c'est parler de justice, justement. Et envisager de desserrer les poings.

La confession de Denis Donaldson

«**M**Y name is Denis Donaldson. I worked as the Sinn Fein Assembly group administrator in Parliament Buildings at the time of the PSNI raid on the Sinn Fein offices in October 2002, the so-called Stormontgate affair. I was a British agent at the time. I was recruited in the 1980s after compromising myself during a vulnerable time in my life. Since then, I have worked for British intelligence and the RUC/PSNI Special Branch. Over that period I was paid money.



Denis Donaldson

My last two contacts with Special Branch were as follows: two days before my arrest in October 2002, and last night, when a member of Special Branch contacted me to arrange a meeting. I was not involved in any republican spy ring at Stormont. The so-called Stormontgate affair was a scam and a fiction. It never existed. It was created by Special Branch. I deeply regret my activities with British intelligence and RUC/PSNI Special Branch. I apologise to anyone who has suffered as a result of my activities as well as to my former comrades, and especially to my family who have become victims in all of this.»

Après ces aveux, Denis Donaldson a été exclu du Sinn Féin. Donaldson était une figure historique du Sinn Féin, écouté et respecté, proche de Gerry Adams et Martin Mc Guinness. A la suite des Accords du Vendredi Saint et la dévolution du pouvoir à l'Irlande du Nord, Sinn Féin avait nommé Donaldson au poste d'administrateur du parlement de Stormont. Il avait la charge de coordonner la stratégie et les affaires financières du parti en ces temps délicats du partage du pouvoir avec les unionistes.

Lors de la reprise du gouvernement de l'Ulster par Londres, en octobre 2002, à la suite de l'impossibilité d'accord entre DUP et Sinn Féin, Donaldson était arrêté, le 4 octobre 2002, par les Britanniques, avec deux autres membres du Sinn Féin, accusés d'espionnage à Stormont au profit des républicains.

Le 8 décembre 2005, ils étaient libérés sans aucune charge «au nom de l'intérêt public». C'est à ce moment-là que Donaldson faisaient ses aveux.

Le 4 avril 2006, il était retrouvé mort, tué de deux balles de chevrotine, dans un misérable pavillon du village de Glenties dans le Donegal où il vivait seul, sans eau ni électricité, coupant son propre bois pour se chauffer.

L'IRA a démenti toute implication dans cet assassinat. On a laissé entendre qu'il avait bénéficié de l'amnistie des républicains après avoir passé des aveux complets de ses activités au profit des Britanniques.



Le PNV ménage l'avenir

Soutien au gouvernement socialiste espagnol pour l'investiture des présidents des Cortés et du Sénat et soutien au maire ANV d'Arrasate, du bout des lèvres certes, mais dans un contexte d'énorme crispation politique. Le PNV fait le grand écart. Il maintient ouvert le jeu politique et ménage les scénarios pour l'avenir.

L'ATTENTAT d'ETA qui, 48 heures avant les élections législatives et sénatoriales du 9 mars, coûta la vie à l'ancien conseiller municipal socialiste d'Arrasate (Mondragon en Gipuzkoa) Isaias Carrasco, enclenche des effets politiques en cascade. ETA qui l'a revendiqué dans un communiqué du 1^{er} avril, ravive la tension et met de l'huile sur le feu. Il menace les militants du PSOE et annonce qu'il ne restera pas les bras croisés face aux arrestations, à la torture, aux condamnations à vie, à l'interdiction de partis abertzale, au refus de reconnaissance du droit à l'autodétermination, etc. Au même moment, le PNV pourtant affaibli par le dernier scrutin, se livre à un savant grand écart entre les logiques qui s'affrontent en Pays Basque.

A Madrid, le parti dirigé par Iñigo Urkullu obtient du PSOE un poste de secrétaire général au bureau de Cortés et le «prêt» de six sénateurs pour parvenir à constituer un groupe politique. Un tour de passe-passe important pour obtenir un temps de parole et des moyens économiques permettant une action politique sérieuse. La nouveauté, cette fois-ci, est que le PNV s'est abstenu le 1^{er} avril, lors de l'élection au deuxième tour du président des Cortés, José Bono, ancien ministre de la Défense. Mais gageons que demain,

comme lors des précédentes législatures, le PNV approuvera le budget du gouvernement socialiste espagnol. Il semble que le PSOE ait refusé le soutien des députés nationalistes basques, tant la tension est grande

censure qui devait écarter le maire ANV d'Arrasate. L'Action nationaliste basque qui refuse toujours de condamner la violence d'ETA, est à la tête de cette municipalité emblématique du Gipuzkoa central, la plus importante des

Mais pour virer l'ANV, le soutien du PNV est nécessaire. A dessein sans doute, l'affaire est gérée par Joseba Egibar, patron du PNV en Gipuzkoa et réputé pour son souci de ménager la mouvance Batasuna. Finalement, Ino Galparsoro est restée maire d'Arrasate au soir du 1^{er} avril, après une séance d'une tension inouïe.



entre les deux partis. Les socialistes ne veulent pas donner l'impression qu'ils dépendent de petits partis périphériques tels CiU ou le PNV et qu'ils leur doivent quelque contrepartie.

Dans la salle où siège Carrasco

La tension est montée d'un cran considérable durant les jours qui ont précédé avec le projet d'une motion de

17 cités que dirige ce parti. Les trois conseillers EB-Zutik qui soutenaient le maire ont claqué la porte de la majorité après le meurtre d'Isaias Carrasco qui siège avec l'étiquette PSOE dans ce même conseil. Du coup, avec sept élus, le maire Ino Galparsoro se trouve virtuellement en minorité dans un conseil municipal très éclaté où sont représentés sept formations politiques: ANV, PNV, EA, Aralar, EB, PSOE, PP.

L'ANV dans son ensemble

Les insultes ne sont pas loin et le PSOE furieux exige des comptes de la part du PNV, il demande un changement d'attitude de ses élus. Joseba Egibar justifie la position de son parti en soutenant qu'une motion de censure «n'apporterait rien à la normalisation», c'est-à-dire à une solution négociée du conflit politique. Le gouvernement basque comme Iñigo Urkullu, font profil bas. Le premier fait une grande déclaration de solidarité à l'égard des «victimes du terrorisme», le second promet que demain il proposera des initiatives pour que les élus ANV démissionnent si ce parti ne condamne pas ETA. Mais il ajoute qu'il veut prendre en compte l'attitude d'ANV dans son ensemble. Même au Pays Basque où l'affrontement politique est extraordinairement dur, marqué par le sang qui coule sur la table, il est urgent d'attendre. Demain il fera jour.

■ **Les juges turcs menacent.** La Cour constitutionnelle turque, à l'unanimité, a autorisé le 31 mars la poursuite de la procédure visant à l'interdiction des partis politiques AKP et DTP. Le premier, accusé de violation de la laïcité kemaliste par son islamisme déclaré, n'est autre que le parti au pouvoir, celui des Présidents Erdogan et Gül. Le second est le seul parti politique kurde, opposé d'ailleurs à la lutte armée du PKK. En l'état des choses, ce sont donc les juges qui trancheront sur la légalité de l'expression politique.

■ **Communiqué d'ETA.** Dans un communiqué rédigé en euskara courant mars, mais publié le 2 avril dans *Gara*, l'organisation armée ETA revendique les derniers attentats et donne sa version de l'actualité. L'attentat mortel du 7 mars à Arrasate contre «le militant du PSOE» Isaias Carrasco ne donne lieu à aucun commentaire. Simplement, ETA consacre plusieurs paragraphes à la politique néfaste du PSOE et de Zapatero. Elle revient sur le mensonge et la tromperie de la négociation, elle parle d'état d'exception et de terrorisme d'Etat, sans

oublier le PNV, «compagnon de route» du PSOE. Elle remonte l'histoire: «En 1979, nous avons vu les représentants PNV et EE s'agenouiller devant Suarez. Ils ont signé le Statut de Gernika qui maintient notre peuple divisé, nié, et sans souveraineté». D'où, pour ETA, la nécessité du droit à l'autodétermination.

■ **Attentat.** Un appel anonyme à la DYA de Gipuzkoa, au nom d'ETA, a révélé l'explosion de deux charges contre un relais de télécommunication du Mont Erlo, à Azpeitia. En réalité, une seule bombe a endommagé la clôture, la por-

te et quelque peu l'intérieur de l'installation.

■ **Procès.** Le procès contre les Gestoras pro Amnistia et Askatasuna débutera le 21 avril devant l'Audiencia nacional, pour se terminer le 23 juillet. Parmi les 250 témoins: des dirigeants des partis EA et EB, des syndicats LAB, ELA, STEE-EILAS, l'évêque José María Setien, le conseiller basque à la Justice Joseba Azkarraga. Par ailleurs, le juge Garzón a clôturé le 1^{er} avril le dossier Batasuna, concernant 40 personnalités du parti interdit.

Minorités historiques : la France épinglée par l'ONU !

En septembre 2007, Madame Gay Mc Dougall, experte indépendante de l'ONU, a mené une enquête sur la situation des minorités nationales en France. Elle a rencontré les représentants de plusieurs «communautés minoritaires» présentes sur le territoire hexagonal: Basques, Bretons, Catalans et Occitans.

LE rapport de l'ONU, publié le 3 mars 2008, conclue que «malgré l'existence d'une importante législation anti-discrimination, les membres des communautés minoritaires en France sont victimes d'une véritable discrimina-

tion raciale, ancrée dans les mentalités et les institutions. Le refus politique de reconnaître ce problème a entravé l'adoption de mesures propres à garantir l'application des dispositions législatives pertinentes et à corriger les

inégalités complexes qui se sont installées».

Le rapport de l'ONU précise «qu'en dépit des recommandations des organes anti-discrimination de l'Union européenne et des Nations-Unies, les gouverne-

ments français successifs ont maintenu la position selon laquelle il ne doit pas y avoir de reconnaissance officielle des caractéristiques ethniques, religieuses ou culturelles des citoyens».

(Suite dernière page) ➡



Regard sur l'abertzalisme des années 70 en Iparralde

par Arnaud Duny-Pétré

L'abertzalisme politique (suite)

Mende Berri affiche «un engagement exigé, l'esprit communautaire et la valeur de l'autorité dans une organisation de combat», les notions de «conscience militante et de responsabilité, la lutte contre la récupération, l'esprit d'autocritique, l'oubli de soi et l'ouverture aux autres». Du coup, abondent les critiques à l'égard d'un groupe pas assez à gauche ou sur les ascètes, «leur idéologie du sacrifice» les «moins de la rue Bourgneuf», le manque de démocratie interne, comme à l'encontre de leur mystique militante ou leur soif d'absolu que l'on retrouve il est vrai, dans le texte «Envoyez-nous des fous» affiché dans notre local.

Mende Berri et ses succédanés, tous groupes confondus, gravitent ponctuellement et se retrouvent dans les mêmes manifestations liées au Sud, à l'anti-tourisme, aux luttes sociales, au 1^{er} mai, etc.

Sur le plan idéologique, Mende Berri, même si cela apparaît peu officiellement, est marqué par un mélange qui paraîtra bien curieux, entre eskubide, la philosophie ou les valeurs du droit basque ancien, un humanisme chrétien de gauche, le personnalisme communautaire de Emmanuel Mounier et son mouvement Esprit, le socialisme autogestionnaire, ou encore l'expérience d'Uriage dans le Vercors que nous transmet le préhistorien Georges Laplace, le sacrifice des Résistants du maquis des Glières, de «ceux qui ont dit non à César». La non-violence, l'écologie, l'objection de conscience sont des thèmes traités assez régulièrement dans le journal *Gernika*. Des articles de Charbonneau, d'Ellul ou de Jean Pitrau y sont publiés. Ezker berri, émanation de Mende Berri, reprend ces options idéologiques dans le cadre d'un mouvement politique, il avortera assez vite.

Un vivier qui permet de recruter

Difficile de comptabiliser le nombre de militants issus de la démarche, beaucoup s'accordent à dire qu'il a été considérable et je ne m'aventurerai à en faire la liste. Toutes proportions gardées, les clubs Pays Basque jouent le rôle de la CGT liée au PC, c'est-à-dire un mouvement de masse, un vivier qui permet de recruter. Euskaldun Gazteria en Pays Basque intérieur (voir là-dessus le travail universitaire de Philippe Mayte), aura un rôle équivalent, celui d'une pré-organisation qui sensibilisera le monde et générera des mouvements ultérieurs ou des changements sociaux. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques ne s'y

est pas trompé lorsqu'il pesa de tout son poids pour s'opposer à la candidature de Gabi Oyharçabal postulant à une place dans un organisme social, le Club de Prévention à Bayonne...

3) La troisième démarche est celle de groupes plus ou moins éphémères ou locaux, —de trois à dix ans— marqués par un grand activisme et un petit nombre de militants. Je propose cette dénomination un peu vague du fait de leurs points communs, mais qui n'enlève rien à leurs qualités.

4) Jazar né en 1972 à Saint-Jean-de-Luz a la volonté de créer une organisation de gauche avec un discours

tentation groupusculaire, le refus d'être embrigadé dans des formations perçues comme trop cadrées (EHAS, Mende Berri).

Rappelons ici la possibilité à l'époque de mener une vie un peu ou très bohème, dans un contexte de chômage faible au début des années 70. Nous sommes avant le premier choc pétrolier d'octobre 1973 puis le deuxième en 1979, Georges Pompidou annonce une explosion sociale assurée si la barre des 300.000 chômeurs est franchie!

Certains de ces groupes sont issus de scissions de Mende Berri qui voit le départ de ses éléments les plus politisés, les plus motivés, qui en ont assez du carcan militant, de son volontarisme, d'un militantisme ingrat et rejettent le dogmatisme d'un parti tel que EHAS.

Le combat pour le statut de réfugié

Le phénomène des grèves de la faim à répétition pour s'opposer aux expulsions ou assignations à résidence dans le Nord, à l'île d'Yeu, à l'île de Porquerolles, marque fortement ces années. Juan José Etxabe en effectuera un total de six (14) et le combat pour le maintien du statut de réfugié est une des grandes affaires de la décennie. Il revient périodiquement comme une an-tienne. Cette revendication est alors soutenue par le Parti socialiste, Mitterrand en tête, jusqu'à son arrivée au pouvoir.

Ces groupes plus ou moins organisés et pérennes, sont dans l'orbite de la communauté des réfugiés, quelque peu satellisés par eux. L'action politique mise en œuvre lors des expulsions de réfugiés, a pour but de faire bouger l'opinion publique et les notables, au nom de principes humanitaires et d'obtenir un assouplissement de la mesure. Les mobilisations en soutien aux militants basques tués par Franco, Tupa et Otaegi, les militants du FRAP, Puig Antich, la marche sur Hendaye de la part de toute l'extrême gauche française, tous ces groupes se cristallisent sur ces événements auxquels s'agglomère l'extrême gauche au nom de la solidarité avec les «militants anti-franquistes». Ce sera le dénominateur commun un peu pénible avec les inévitables querelles de leadership et la capacité militante d'une extrême gauche au Sud qui apparaît énorme.

Les mouvements féministes

Les mouvements féministes en Pays Basque sont actifs à cette époque avec Psychanalyse et Politique, les

éditions des Femmes, le prestige de Eva Forest au Sud. Cette mouvance gravite auprès du local du Planning familial rue Pannecau qui, avec quelques médecins courageux comme le Dr Chevalier, mène la grande bataille qui aboutira à la loi Veil sur le droit à l'avortement. Une bataille où l'auteur du livre *Le Procès de Burgos*, Maître Gisèle Halimi, est en première ligne. Le Planning familial est un lieu de rencontre entre femmes venues de l'abertzalisme, de la gauche, de l'extrême gauche. A noter que la question de l'avortement est un peu une ligne de fracture entre abertzale. Pour un militant aussi exemplaire que le Dr Burucoa, le sujet de l'avortement est tabou. Mais je vois dans la salle un aréopage aussi brillant que Maixan Arbelbide, Mixu Mendy et Christiane Etchalus, je ne vais tout de même pas continuer à parler à leur place sur ce sujet...

J'évoquais plus haut une extrême gauche prestigieuse dans le vent de l'histoire et de la révolution mondiale, dotée de militants formés qui tiennent la dragée haute aux «nationalistes petits bourgeois». Elle pense que le mouvement basque va lui tomber dans les bras comme un fruit mûr (ETA VI), elle voudrait mettre en œuvre une OPA, comme elle l'a fait et réussi sur le mouvement Lutte Occitane. Nous sommes les nationalistes chauvins et bourgeois qui ne sont pas dignes d'être appelés «camarades»: quand à 18 ans, vous entendez ce genre d'accusation portée publiquement par le grand chef local de la LCR, vous en tremblez encore dans le pantalon! Pour les gauchistes, l'écologie politique naissante à cette époque n'était qu'un hochet bourgeois qui détournait de l'essentiel: la lutte des classes, le matérialisme historique.

(14) Sa lettre au préfet en août 1979 lors de sa sixième grève restera dans les annales: «Dans l'arrêté préfectoral que vous avez envoyé au commissariat de Saint Jean de Luz, vous me considérez comme un étranger. Permettez-moi de vous rappeler que je suis Basque, que je vis en Pays Basque et qu'entre vous et moi, s'il doit y avoir un étranger, ce sera forcément vous».

(A suivre)

La contribution d'Arnaud Duny-Pétré est l'un des témoignages recueillis par la Fondation Manu Robles-Arangiz dans son ouvrage «Sustraiak», à l'occasion du numéro 2000 d'Enbata.

«Sustraiak» est en vente à la Fondation Manu Robles-Arangiz, rue des Cordeliers à Bayonne.





Mai-octobre 68

LA date est connue: le 22 mars 1968, à l'université de Nanterre, on assiste aux premières manifestations du fameux mois de mai de cette même année. Le président de l'université décide la fermeture pour la fin de la semaine. Le samedi 23 mars je suis à Nanterre avec le Congrès des hispanistes français de l'enseignement supérieur, congrès programmé de longue date. Le campus est désert, nous sommes les seuls à y séjourner, errant dans des couloirs barbouillés de graffiti en tous genres. Le lundi matin 25 mars, alors que nous sommes réunis dans un amphithéâtre, déboule un certain nombre d'étudiants menés par un jeune à la crinière abondante et rousse (à vous de deviner comment il se nomme) et qui somme le Congrès de voter un texte anti-franquiste. Après bien des palabres, les jeunes gens se retirent sans avoir obtenu satisfaction, pour la simple raison que nombre de participants au Congrès ont déjà, par ailleurs, exprimé leur sentiment par rapport au régime instauré en Espagne par le dictateur et que leur parcours de vie le démontre, plus encore pour ceux qui ont fait partie des Brigades internationales quelques trente années plus tôt.

«*En mai fais ce qui te plait*». L'adage prend son plein sens en cette année 1968. De Nanterre, le mouvement se répand à la Sorbonne à son tour fermée, puis en province. J'assiste à une fameuse assemblée générale des étudiants dans un amphithéâtre du campus bordelais et, au moment de

Jean Haritschelhar

rentrer chez moi par le train, je dis à mon collègue responsable du département d'espagnol que, vus les événements, je ne reviendrai à Bordeaux que s'il fait appel à moi. Ainsi commencent des vacances qui vont durer de la mi-mai à la fin septembre. Quatre mois pleins que je vais utiliser pour mettre un point final à ma thèse de doctorat d'Etat



«Pour nous, Basques, l'année 1968 marque le cinquantième de la création d'Euskaltzaindia»

consacrée au barde souletin Pierre Topet-Etxahun. Merci mai 68!

Pour nous, Basques, l'année 1968 mérite une commémoration. Elle marque, en effet, le cinquantième de la création d'Euskaltzaindia, l'Académie de la langue basque. Il faut rappeler qu'un certain nombre d'écrivains s'est réuni à Bayonne, persuadés qu'ils sont de la nécessité d'une langue littéraire commune, «*l'euskara batua*», qui établirait le lien entre tous les Basques, au-delà de toutes les variantes dialectales. C'est ainsi qu'au mois de janvier, au cours d'une réunion d'Euskaltzaindia tenue à Bilbao, le poète Gabriel Aresti propose

que l'Académie, pour célébrer son cinquantième, se réunisse en congrès afin de discuter de la nécessité de «*l'euskara batua*». La proposition est acceptée, le congrès sera réuni au début du mois d'octobre.

Koldo Mitxelena, professeur de l'université de Salamanque, reprend les souhaits exprimés par les écrivains quelques années plus tôt, les synthétise et marque les différentes étapes à franchir pour l'élaboration de cette langue unifiée, en allant du plus facile au plus compliqué, de l'unification de l'orthographe à celle de la morphologie pour déboucher plus tard sur la syntaxe. Dès lors, commence un long parcours de quarante années pour l'unification de l'euskara dont on se rend compte de l'impérieuse nécessité dans la mesure où le paysage politique a totalement changé, où de nouvelles techniques ont vu le jour car, outre le développement de la presse par la création d'hebdomadaires, de revues et même d'un quotidien en langue basque, sont créées aussi des radios bascophones et, enfin, une télévision, qu'Internet s'exprime aussi en basque, et, forcément, en euskara batua, susceptible d'être compris par l'ensemble de la population bascophone des sept provinces d'Euskal Herria.

Voilà pourquoi pour les Basques en général et pour les bascophones et bascophiles en particulier, octobre 1968 est digne de mémoire et, bien entendu, digne de commémoration. Si mai 68 a des conséquences, octobre 68 n'en a pas moins.

Sur votre agenda

Apirila:

✓ **Vendredi 11, 19h, BAIONA.** (Bar Sankara, quai Chaho). Soirée irlandaise: expo photos, rencontre avec Sorj Chalandon, film «*Guerre et Paix en Irlande*».

✓ **Ortzirala, 9etan, SENPERE.** (Inharrian). Gau beila: Bidaia eta Eltzegor. Zaldubi ikastolaren alde.

✓ **Larunbata 12-a, 9etan, Igandea 13-a, 5etan, BAIGORRI-ko** (Ezker paretan). «*Mihimena*», Arrola dantza taldearen ikusgarri berria.

✓ **Samedi 12, 20h 30, D. GARAZI.** (Vauban). Représentation

de «*Chandelle, histoires d'hommes et de rugby*» par la compagnie Vieussens. Spectacle proposé par la Scène de Pays Baxe Nafarroa, précédé d'une projection vidéo d'archives des clubs du territoire.

✓ **Samedi 12, 22h, HELETA.** (Café culturel). Concert rock avec Piarres. Entrée 3 euros.

✓ **Mercredi 16, de 16h30 à 18h, BIARRITZ.** (Auditorium de la Médiathèque). Conférence-débat autour du Professeur Gilbert Dalgalian (linguiste) sur le thème «*Les avantages d'une éducation bilingue précoce*».

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Interview de Sorj Chalandon 4 et 9

● Le PNV ménage l'avenir 10

Cahier n°2 «*Alda!*» quatre pages de 5 à 8

Discrimination raciale : la France épinglée par l'ONU !



(Suite de la page 10)

Précisant que la France n'a toujours pas ratifié «*la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales*» du Conseil de l'Europe ni «*la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*», le rapport de l'ONU conclue que le gouvernement français devrait:

«1- reconnaître l'existence de minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques sur le territoire français et retirer sa réserve à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, concernant les droits des personnes appartenant à des minorités, et à l'article 30 de la Convention relative aux droits de l'enfant; 2- ratifier les instruments européens relatifs aux droits de l'homme concernant les droits des mino-

rités, notamment le Protocole numéro 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales.»

Pays autoproclamé des droits de l'Homme et des libertés, mais au demeurant bien peu soucieuse de les défendre auprès des pays totalitaires avec qui elle commerce, la France est à présent sévèrement rappelée à l'ordre pour le traitement de ses propres minorités hexagonales. Se conformer aux dispositions internationales et commencer par modifier l'article 2 de la Constitution pour préserver les droits linguistiques de ses communautés historiques: voilà deux voies simples et rapides de se mettre en conformité avec ses propres prétentions!

Singapurreko Gutunak

-Les Lettres de Singapour-
de Marikita Tambourin

CE récit en langue basque est le troisième que publie l'auteur aux éditions Maiatz. Lorsqu'une retraitée décide de mettre de l'ordre dans son bureau et qu'elle y trouve des lettres d'amour que lui avait envoyées un singapourien quand elle était jeune, elle se souvient du passé. C'était une époque sans Internet, et on communiquait encore par courrier. Dans ce récit

s'entremêlent les vies de Singapour et du Pays Basque, à travers un amour perdu qui lie la jeunesse et la vieillesse. La passion du jeune asiatique s'exprime à travers ses lettres, tout comme nous ressentons l'émotion de la femme qui les relit 40 ans plus tard et qui au fur et à mesure de sa lecture retrouve la mémoire de leur rencontre à Bayonne. (150 pages, 15 euros)